

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/La-menace-americaine-au-Bresil>

La menace américaine au Brésil

- Les Cousins - Brésil -

Date de mise en ligne : vendredi 26 février 2010

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

[La Petite Blanchiste](#) . Bresil, le 26 février 2010.

"La menace américaine" : C'est le titre choisi pour l'éditorial du journal O Estado de São Paulo (Brésil) de ce 12 février. Le fait est d'autant plus surprenant que d'ordinaire ce journal de la droite brésilienne ne marchandait pas son soutien aux États-Unis.

De quoi s'agit-il ?

Le libre-échange commercial - au coeur de la doctrine de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) - a été invoqué par les pays capitalistes occidentaux tant que cela leur permettait d'imposer l'entrée de leurs marchandises dans les autres pays, au détriment des productions nationales de ces derniers.

Depuis quelques années, l'explosion économique des anciens pays pauvres, comme l'Inde, la Chine ou le Brésil, a modifié la donne : les économies occidentales, durement concurrencées, tendent maintenant à chercher refuge dans le protectionnisme.

C'est ce qui arrive avec le Brésil.

Ce pays, grand producteur de coton, a traduit les États-Unis devant l'OMC, ce dernier pays allouant des subventions à ses propres producteurs de coton "en violation des lois commerciales".

Au terme d'un procès, qui a duré sept années et est passé par deux instances juridiques, l'OMC a finalement recommandé l'élimination des subventions américaines.

Mais les États-Unis ont superbement ignoré cette recommandation, ce qui - selon la réglementation de l'OMC - autorise le Brésil à user de représailles commerciales pour compenser les dommages causés.

Le montant de cette compensation pourrait atteindre 830 millions de dollars dès cette année. Pour le moment, le gouvernement brésilien envisage d'imposer des augmentations aux taxes d'importation sur certains produits américains à hauteur de 560 millions de dollars. Le restant serait obtenu par la suspension de droits de propriété intellectuelle (blocus des remises de royalties, annulation de patentes) ; le président Lula vient de signer un décret en ce sens.

O Estado note, qu'en général, dans une telle situation, les pays concernés cherchent par la négociation à éviter d'en arriver aux représailles. "Mais le gouvernement américain n'a montré aucune disposition, jusqu'à maintenant, à rechercher un accord avec les autorités brésiliennes", ajoute-t-il.

Plus, le nouvel ambassadeur des États-Unis, à son arrivée au Brésil, a évoqué "la possibilité de contre-représailles". Or, pour le journal brésilien, "l'idée de contre-représailles est incompatible avec la légalité internationale".

Il ajoute : "En rejetant l'élimination des subventions, le gouvernement américain méprise les normes souscrites par tous les pays membres de l'OMC. [...] Maintenant, en lançant des menaces de contre-représailles à l'encontre du pays vainqueur du procès, ce gouvernement déclare préférer, au plan international, le régime de la force à celui de la loi".

"Si [la force] était le régime souhaité pour le commerce international, le meilleur serait d'éliminer l'OMC [...]. Pourquoi instituer et maintenir des règles et tribunaux s'ils ne s'appliquent pas à tous ?", conclut-il.

Quant à Celso Amorim, le ministre des Relations extérieures du Brésil, il a déclaré que, dans cette affaire, son pays "ne peut s'incliner".

* * * *

Ce qui échappe au journal brésilien c'est que le recours à l'imposition de la force ne se limite pas, pour les États-Unis, au domaine du commerce international. C'est une caractéristique, permanente et générale, de ce pays qui agit toujours en marge de la légalité internationale. "L'Etat américain demeure un Etat violent et sans foi ni loi", écrit Noam Chomsky. [1]

Du blocus de Cuba à l'invasion de l'Irak, en passant par le bombardement de la Serbie, pour prendre quelques exemples, tout cela s'est décidé en dehors de toute instance internationale légitime. (et même contre les instances internationales légitimes - commentaire du Grand Soir)

Comment est-ce possible ?

Si la politique de force des États-Unis ne rencontre pas la réprobation qu'elle mériterait, c'est que les grands médias occidentaux - les plus puissants de la planète - se font les relais complaisants de la propagande et de la désinformation systématiques qui précèdent et accompagnent les actions belliqueuses de ce pays.

C'est aussi que les autres gouvernements - tels ceux de l'Union européenne - deviennent muets dès que les manquements à la légalité internationale concernent les États-Unis.

Post-scriptum :

Nota :

[1] Noam Chomsky, "Un monde complètement surréel - Le contrôle de la pensée publique", Ed. Lux, Quebec, 2003.